

Eau propre, hygiène et latrines sauvent des vies
et éloignent les maladies





Chère lectrice, cher lecteur

Au début du mois de février 2014, un groupe de quatre parlementaires suisses s'est rendu en Guinée-Bissau. But de leur voyage, financé sur leurs propres deniers: se rendre compte par eux-mêmes de la réalité de ce petit pays ouest-africain qui figure parmi les plus pauvres de la planète; et de ce que la coopération au développement permet de faire dans un contexte troublé.

C'est que depuis le coup d'Etat militaire en avril 2012, la situation s'est considérablement dégradée. C'est dire si la population place de grands espoirs dans les prochaines élections qui devraient se solder par l'élection d'un président démocratiquement élu. Les bailleurs de fonds internationaux exigent un retour à la démocratie avant de reprendre leur appui au développement de ce pays.

L'instabilité de la situation politique pèse sur l'économie, et c'est toute la population qui en fait les frais. Ainsi, depuis le coup d'Etat, les recettes provenant de la noix de cajou, principal produit d'exportation, se sont effondrées. Il y a deux ans, le sac de noix de cajou équivalait à un sac de riz; les paysans en tirent aujourd'hui trois fois moins.

En dépit d'un contexte particulièrement difficile, le travail de SWISSAID porte ses fruits. Les parlementaires ont ainsi pu se rendre sur plusieurs projets appuyés par SWISSAID, qui permettent à des communautés paysannes d'améliorer leurs conditions de vie. Vous en saurez plus à ce propos en lisant notre article en page 8.

Dans la capitale Bissau, nous avons rencontré des représentantes d'organisations de la société civile, des journalistes et des défenseurs des droits humains, qui nous ont expliqué l'essence même de leur engagement: un travail de fond auprès de la population, souvent au péril de leur vie, pour l'informer sur ses droits, l'encourager à se rendre aux urnes, dénoncer les dysfonctionnements qui perturbent le pays. SWISSAID apporte son appui à ces personnes courageuses et engagées.

Votre don permet d'aider des familles paysannes et des représentants de la société civile à surmonter des situations difficiles. Dans ce petit pays qu'est la Guinée-Bissau, nous pouvons faire beaucoup de choses avec des ressources limitées.

Je vous remercie de tout cœur pour votre soutien.

Caroline Morel, directrice de SWISSAID

FOCUS: eau et assainissement

- Guinée-Bissau: des latrines pour améliorer la santé des villageois 4
- Tchad: de l'eau potable au centre du village 6

Se nourrir grâce à la forêt

- Des villages birmans se battent contre l'expropriation arbitraire de leur forêt 7

Des parlementaires sur le terrain

- Visite des projets de SWISSAID en Guinée-Bissau 8

Travail récompensé

- Notre organisation partenaire en Inde, CSA, remporte un prix prestigieux 10

OGM

- Nouvelle offensive en faveur du «riz doré» 11

Libérez le poivron de son brevet!

- Recours déposé contre le brevet obtenu par Syngenta sur une variété de poivron obtenue de manière conventionnelle 12

Faire son don au guichet de la Poste?

- La Poste prend une commission sur chaque paiement 14

Des hôteliers engagés en faveur du Niger

- L'hôtel Cresta Palace reverse pour chaque carafe d'eau vendue un franc à un projet d'accès à l'eau potable 15



Couverture:

Inauguration de latrines en Guinée-Bissau: Mariama Camara, responsable de l'hygiène du village de N'Ghabon, montre que les latrines publiques mettent à disposition de l'eau et du savon.

Photo: Mitja Rietbrock

Impressum

SWISSAID

Edité par SWISSAID,

Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne: Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale

téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73,

fax 031 351 27 83, courriel: postmaster@swissaid.ch

Antenne romande: rue de Genève 52, 1004 Lausanne,

téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel:

postmaster@swissaid.ch **Rédaction:** Pia Wildberger, Zora Schaad,

Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel **Rédaction**

photos: Eliane Baumgartner **Traduction:** cb service Lausanne.

Graphisme, mise en pages et préresse: Brandl & Schärer AG,

Olten. **Impression:** Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une

fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre

de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal

réduit pour les journaux.

Compte postal: CP 30-303-5

IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5

BIC/SWIFT: POFICHBEXXX



SWISSAID porte le label de qualité du ZEW O attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.

Une femme pleine d'humour qui se bat pour la transparence

A la tête de la coalition internationale «Publiez ce que vous Payez» qui compte 700 organisations – dont SWISSAID en Suisse – Marinke van Riet sillonne la planète pour promouvoir une plus grande transparence dans le secteur fort opaque des matières premières.

Depuis son bureau londonien, Marinke van Riet pilote la campagne internationale de la coalition «Publiez ce que vous payez» (PCQVP) («Publish what you Pay» (PWYP)) avec énergie et conviction. «Quand vous dirigez une coalition de 700 organisations réparties dans 40 pays, il faut savoir créer de l'enthousiasme, ce qui est plus facile avec un bon sens de l'humour», raconte-t-elle entre deux voyages au bout du monde.

Voilà plus de deux ans que la Néerlandaise est à la tête de cette coalition qui se bat dans le monde entier pour que les contrats entre les gouvernements et les géants des matières premières soient publiés; tout en s'appuyant sur le travail de plaidoyer d'organisations de la société civile, dont certaines, au Niger, au Tchad ou en Guinée-Bissau, sont soutenues par SWISSAID. «On peut ainsi générer une pression publique afin de mettre fin au pillage, affirme-t-elle, car les richesses minières d'un pays appartiennent à ceux qui y vivent.»

Gouvernements et compagnies responsables de la pauvreté

Exiger une plus grande transparence permet de limiter la prédation de gouvernements corrompus, qui détournent à leur profit les fonds générés par l'exploitation du pétrole ou de l'or par exemple, au détriment de la population. «Si ces revenus étaient gérés de manière transparente, des pays producteurs du Sud figureraient parmi les plus riches de la planète», soutient Marinke van Riet, qui n'hésite pas à rendre gouvernements et compagnies



«J'essaye d'être toujours présente pour chacun.»

responsables de la pauvreté qui frappe ces pays.

Afin de soutenir le moral des troupes, d'élaborer des actions et des stratégies communes, elle sillonne la planète. «J'essaye d'être toujours présente pour chacun», explique-t-elle. Le tout sans compter ses heures de travail ni prévoir de vacances. Car il n'est pas rare qu'elle doive de toute urgence changer son programme, pour soutenir des membres d'une coalition PCQVP qui rencontrent des difficultés, voire même sont menacés. Actuellement, elle appuie les efforts du ROTAB au Niger, une organisation soutenue par SWISSAID, très engagée dans la renégociation des contrats avec le géant du nucléaire français Areva.

Un engagement total

«Je suis mariée à mon métier», lâche Marinke van Riet, 44 ans, en s'excusant presque. Directrice de PCQVP, elle se qualifie elle-même de «non conventionnelle: une femme non mariée, indépendante et sans enfants.» Elle a en tout cas l'habitude de dire clairement ce

qu'elle pense, et ne recule pas, si nécessaire, devant un affrontement verbal, ce qui peut parfois choquer selon le contexte culturel.

Sa personnalité affirmée, sa disponibilité, ses indéniables compétences, font d'elle une personnalité attachante. Au cours de ces dernières années, elle a noué dans tous les pays où elle a travaillé, que ce soit sur le continent africain, aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, de nombreuses amitiés qu'elle entretient régulièrement. Son engagement international se reflète également dans sa manière de s'habiller. Lors de ses déplacements, elle achète des tissus qu'elle transforme en vêtements originaux et extravagants. «Je m'habille toujours de façon élégante», indique-t-elle en montrant non sans fierté la jupe à carreaux qu'elle a elle-même créée. «Coudre me détend», précise-t-elle. Avec ses créations originales, en tissu africain mais de coupe moderne, Marinke van Riet parvient presque autant à rapprocher les peuples qu'avec son rire communicatif et son humour. *Pia Wildberger*

Des latrines

pour les villages



Les latrines publiques construites au centre du village doivent servir d'exemple pour les familles, qui en construiront à leur tour à proximité de leur case.

Eau potable propre et assainissement sont indissociables. C'est pourquoi SWISSAID soutient la construction de latrines, un tabou dans certaines communautés de Guinée-Bissau.

La première «expédition» à laquelle ADPP, l'organisation partenaire locale de SWISSAID, a convié les hommes et les femmes de N'Ghabon était consacrée à l'étude de la mouche domestique. Mais pas n'importe où : ils sont allés observer ces insectes à proximité immédiate du village sur des excréments humains. «Nous avons montré aux gens comment

les mouches se posent d'abord dans les buissons puis sur leur nourriture», raconte un animateur de l'organisation partenaire. Le tout avec des conséquences désastreuses pour la santé.

En menant cette action, ADPP a brisé un tabou dans ce village isolé de culture musulmane. Le sujet est particulièrement délicat pour les femmes et les jeunes filles. Mais cette initiative a permis de lancer une discussion sur l'hygiène corporelle et la propreté.

Une discussion indispensable : dans cette région située au nord de la Guinée-Bissau, le choléra sévit chaque année et de nombreux enfants souffrent en permanence de diarrhée et sont parasités par des vers. Un enfant sur dix meurt avant l'âge d'un an ; l'espérance moyenne de vie n'atteint pas 50 ans.

L'imam donne sa bénédiction

Lors de l'inauguration du puits et des premières latrines à côté de l'école du village, construits

par l'organisation KAFO, la joie et la fierté se lisent sur les visages. Sous le manguier, les présidentes et les présidents des comités chargés de l'eau et des latrines prennent la parole. Même l'imam donne sa bénédiction : «Un bon musulman doit se laver et être propre. Il faut donc saluer le fait que nous disposions désormais de latrines et d'un puits en bon état de fonctionnement.»

Des querelles autour de l'eau

La situation dans cette zone frontalière est complexe. En Casamance voisine, au Sénégal, un conflit armé n'a cessé de se raviver au cours des huit dernières années, poussant des milliers de familles à fuir. Les habitants des communes frontalières de Guinée-Bissau ont accueilli les réfugiés et partagé généreusement nourriture, terres agricoles et forêts. Mais à présent, les rares infrastructures d'approvisionnement en eau atteignent leurs limites, ce qui sème le trouble entre les nouveaux arrivants qui veulent



s'installer durablement, et la population d'origine.

Avec des groupes issus de 50 villages, SWISSAID a donc mis sur pied un projet qui inclut la construction de 75 latrines et de 50 puits, l'installation de 700 fontaines à eau et l'organisation de cours et de campagnes de sensibilisation. L'objectif est d'aider à apaiser les tensions. Prévu sur une durée de trois ans, le projet est financé à 80% par la Chaîne du Bonheur et à 20% par des dons de SWISSAID.

Les dangers des anciennes latrines

Les deux latrines sont loin de suffire pour les plus de 800 habitants du village de N'Ghabon. L'objectif est que les gens construisent eux-mêmes chez eux des lieux d'aisance modernes. Nombre de familles disposent certes de latrines rudimentaires. «Mais elles sentent très mauvais, grouillent de mouches, et les fosses ne cessent de s'effondrer», explique Mariama Camara, responsable de l'hygiène, pour mettre en garde contre les dangers des anciennes latrines. Rien d'étonnant à ce que beaucoup préfèrent se soulager dans les buissons.

Plusieurs jeunes hommes du village ont dû prêter main forte lors du creusage et de l'installation des latrines afin d'apprendre les techniques de construction et de pouvoir les transmettre au sein du village. Désormais, les fosses sont revêtues de béton et les maisonnettes ne sont pas érigées juste au-dessus de

façon à éviter les effondrements. Autre nouveauté importante : le lavage des mains avec du savon devient obligatoire.

Second récurage

Tous les matins, la responsable des latrines Mariama Camara vérifie les toilettes, les nettoie et met à disposition de l'eau et du savon. Cette mère de six enfants est ravie. «Les latrines apportent propreté et santé dans notre village!» Avec son mari, elle économise déjà pour les matériaux nécessaires à la construction de toilettes privées. «Après la prochaine récolte, nous pourrions acheter le béton, la tôle ondulée pour le toit et les pièces brutes.»

Pia Wildberger,

N'Ghabon, Guinée-Bissau

Guinée-Bissau



**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**



114 francs

Avec ce don, vous financez une formation de constructeur de latrines pour trois jeunes gens en **Guinée-Bissau**.

SWISSAID – Aider avec courage.

«Nous, les femmes, sommes moins fatiguées»

Dans les villages où se trouvent désormais des latrines, on creuse également des puits. Entretien avec Djilan Injai, la présidente du groupe de femmes de N'Ghabon.

Djilan Injai, qu'est-ce que la construction du puits a changé pour vous ?

Autrefois, je devais me lever à 5 heures du matin pour ramener les 100 litres d'eau dont les six membres de ma famille ont besoin quotidiennement. Aujourd'hui, je peux dormir jusqu'à 7 heures et m'acquitter rapidement de cette tâche.

Décrivez-nous la situation avant le creusage du puits.

Le vieux puits de notre village était presque tari. Nous devions faire la queue pendant des heures pour attendre qu'il y ait de nouveau assez d'eau. Et puis, cette eau était très sale. Des insectes morts y flottaient et nous souffrions en permanence de diarrhée ou de maux de ventre.

Comment la communauté villageoise a-t-elle contribué à la construction du nouveau puits ?

Les hommes ont prêté main forte aux experts avec des pioches et des pelles, tandis que nous, les femmes, cuisinions pour les travailleurs. Les spécialistes venant de l'extérieur avaient leurs propres habitudes et apportaient donc leurs provisions que nous préparions selon leur souhait. Nous avons aussi libéré des chambres et des lits pour pouvoir leur offrir un toit. Les hommes ont érigé une palissade autour du puits et acheminé du sable et des graviers afin de bétonner le puits d'une profondeur de 18 mètres. Nous avons en outre versé de l'argent. La construction a duré environ un mois.

Que coûte l'eau ?

Chaque famille paye 250 francs CFA (50 centimes) par mois, ce qu'elles peuvent toutes se permettre. L'argent est mis de côté pour l'entretien.

Quelles autres améliorations observez-vous ?

La charge de travail des femmes a diminué. Nous sommes moins fatiguées et pouvons consacrer plus d'énergie à nos champs. Je cultive des oignons, des palmiers à huile et du riz. J'ai pu augmenter ma production, ce qui me permet de vendre mes excédents sur le marché hebdomadaire. Extrêmement bienvenu, ce complément au budget du ménage est nécessaire si nous voulons, par exemple, construire des latrines modernes.



Djilan Injai a pris la parole devant tout son village lors de l'inauguration du nouveau puits.

Au Tchad, un puits de 92 mètres réjouit tout un village

Comme de nombreux autres pays, le Tchad souffre du changement climatique, de la sécheresse et de la pénurie d'eau. Et lorsque ce précieux liquide est disponible, il est souvent sale et souillé. SWISSAID aide les populations à creuser des puits.

Deux jeunes femmes se postent devant la pompe et, ensemble, appuient sur la pédale de toutes leurs forces. La conduite gargouille, avant que l'eau ne jaillisse. Dans l'ombre d'un manguier, un homme les observe. Il est responsable de la propreté des installations, note le nombre de récipients remplis et perçoit les taxes destinées au fonds pour la maintenance du puits.

Avec des températures jusqu'à 45 degrés, pomper l'eau fait bien transpirer, mais s'avère nettement moins pénible que ce n'était le cas autrefois, lorsque le village ne disposait pas de puits.

Seuls 4% de la population rurale a accès à l'eau potable

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Tchad occupe le sixième rang des pays qui ont besoin de toute urgence d'eau potable. Dans les régions rurales, seulement 4% de la population y a accès. Le plus souvent, l'eau y est souillée et les habitants souffrent de diarrhées, de choléra et d'autres maladies. C'est pourquoi SWISSAID aide les organisations de base qui soutiennent la

Tchad



Les utilisatrices enlèvent leurs chaussures pour aller puiser l'eau, pour ne pas souiller les abords du puits, construit une année auparavant.

construction et l'exploitation de nouveaux puits. Par exemple dans le village de Gailorum.

En septembre 2012, des ouvriers ont creusé un puits de 92 mètres de profondeur disposant d'une pompe. L'assemblée villageoise a élu un comité, qui prélève 5 centimes par 20 litres d'eau, afin de garantir l'exploitation du puits à long terme et de payer les réparations éventuelles. Avant que les ouvriers locaux ne commencent à creuser, la communauté villageoise a procédé à un premier versement de 260 francs dans le fonds d'entretien. Un système garantissant la responsabilité des villageois à l'égard de leur puits.

Meilleure marché, plus propre, plus proche – trop beau pour être vrai

Une année après, une inspection sur place a permis de constater que les habitants paient leur cotisation comme convenu et enlèvent même leurs chaussures avant de puiser l'eau. Le quotidien, surtout des femmes et des adolescentes, est devenu plus facile. Autrefois, elles devaient se lever de bon matin et effectuer trois kilomètres à pied pour rapporter à leur famille de l'eau souillée, prélevée dans un puits de 60 mètres de profondeur. Une demi-journée plus

tard, le seau était à nouveau vide et il fallait recommencer la même galère. Lorsqu'un grand nombre de femmes se rendaient au puits, l'attente pouvait durer jusqu'à deux, voire trois heures. Presque trop beau pour être vrai : l'eau du nouveau puits du village n'est pas seulement proche et de meilleure qualité, mais elle coûte seulement la moitié du prix de l'eau souillée.

Les femmes emploient le temps ainsi gagné pour cultiver leurs jardins et soigner leurs chèvres et leurs moutons. Ce qui signifie plus de nourriture, moins de maladies et de meilleurs revenus pour des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants. *Zora Schaad*

VOTRE AIDE CONCRÈTE

75 francs

Avec cette somme, vous financez au Tchad un anneau en béton armé, indispensable pour construire un puits solide et éviter son éboulement.

SWISSAID – Aider avec courage.

En Birmanie, mobilisation en faveur des forêts

Au Myanmar (Birmanie), seuls les «Community Forestry Certificates» protègent les populations vivant dans la forêt des expropriations arbitraires. Mais pour obtenir un tel certificat, il faut surmonter de nombreux obstacles bureaucratiques.



Naw Taung sait apprécier les bienfaits de la forêt communautaire qui fournit nourriture et autres produits forestiers susceptibles d'être vendus.

Dans le nord du Myanmar (Birmanie), la loi du plus fort semble parfois être la règle. C'est du moins ce qu'ont ressenti les paysans du village de Tang Bau. «Des entreprises étrangères ont pénétré dans notre forêt et l'ont annexée», raconte la paysanne Man Li Lwan Nwaas. Leur intention était d'obtenir du bois de construction et d'aménager une plantation de caoutchouc.

Mais c'était compter sans les villageois. «Nos revenus et notre subsistance viennent de la forêt, déclare la paysanne. Nous devons donc nous en garantir l'accès.»

Plus facile à dire qu'à faire. Car le seul moyen de préserver les droits du village sur la forêt consiste à obtenir des autorités un «Community Forestry Certificate». Or le chemin jusqu'à l'octroi de ce précieux sésame est semé

«Le plan d'exploitation de la forêt est également important pour répartir équitablement les bénéfices tirés des produits forestiers au sein du groupe.»

d'embûches. C'est pourquoi l'organisation partenaire locale de SWISSAID a aidé les habitants du village à constituer un groupe de défense de la forêt. Celui-ci a pu compter sur l'expérience de l'organisation partenaire lors de l'élaboration des documents et des déplacements dans les bureaux de l'administration.

Horizon : 30 ans

Actuellement, SWISSAID aide au total 16 groupes avec le concours de deux organisations partenaires locales. En général, le principal obstacle réside dans le fait que les groupes doivent établir un plan d'exploitation de la forêt sur 30 ans s'ils veulent être entendus par l'administration des forêts. «Mais ce plan est également important pour répartir équitablement les bénéfices au sein du groupe», précise le paysan Naw Taung. Grâce au soutien de SWISSAID et de l'organisation partenaire, les villageois ont réussi à délimiter le territoire de la forêt communautaire et à faire avancer le reboisement. «Nous avons même pu créer une pépinière et replanter les plants dans la forêt», indique-t-il fièrement. Et puis enfin : «L'année dernière, nous avons obtenu le certificat d'exploitation !»

Plus jamais faim !

Assurés de ne pas devoir céder la forêt à des entreprises étrangères, les villageois apprécient particulièrement les plantes médicinales qui y poussent ainsi que les racines, les épices et les

légumes qu'ils destinent à leur propre consommation ou qu'ils vendent sur le marché. Les femmes, surtout, réalisent un revenu supplémentaire avec des objets artisanaux fabriqués à partir de pousses de bambou qu'elles vont chercher dans la forêt. Les hommes quant à eux s'occupent plutôt du reboisement de différentes variétés de bois durs et de bois de chauffe.

Tout est bien qui finit bien ? Dans les prochains mois, une étude sera réalisée pour déterminer quels produits forestiers débouchent le plus rapidement sur une valeur ajoutée et, par conséquent, sur des revenus supplémentaires pour les paysans. Car les familles ne veulent pas seulement une sécurité juridique : elles veulent aussi trouver un moyen pour en finir avec la pauvreté et la faim.

Sarah Mader

Myanmar



VOTRE AIDE CONCRÈTE

200 francs

Cette somme permet de financer au Myanmar (Birmanie) la délimitation d'une forêt communautaire et de placer un panneau contre les expropriations. Avec 120 francs, vous aidez un groupe de villageois à établir un plan d'exploitation de la forêt sur 30 ans.

SWISSAID – Aider avec courage.





En remerciement pour le soutien et la visite, les parlementaires ont reçu une robe tissée selon la tradition mandjak. De gauche à droite: Martin Naef, Carlo Sommaruga, Barbara Gysi, Caroline Morel (directrice de SWISSAID), Yvonne Feri et Rudolf Rechsteiner (président de SWISSAID).

Des parlementaires suisses en Guinée-Bissau

Des parlementaires suisses se sont rendus en Guinée-Bissau afin de voir de leurs propres yeux ce que la coopération au développement peut apporter à la population. Nous les avons accompagnés.

A Cacheu, des femmes dansent au rythme des chants, des tam-tams et des battements de mains pour nous souhaiter la bienvenue. Le soleil brûle. C'est déjà la troisième organisation partenaire que nous visitons ce jour-là. La fatigue commence à se faire sentir,

après avoir recueilli tant d'impressions et d'informations. Mais l'énergie et la joie de vivre qui se dégagent de ces femmes sont communicatives. La délégation de SWISSAID, les conseillers nationaux Yvonne Feri, Barbara Gysi, Martin Naef et Carlo Sommaruga apprécient l'accueil chaleureux.

Le groupe de femmes nous présente fièrement ses succès. Grâce à des méthodes de culture écologiques, elles sont parvenues à augmenter leur production de légumes. Ainsi, elles peuvent désormais s'assurer d'une alimentation équilibrée pour elles et leurs

familles et vendre les excédents sur le marché. Nous sommes heureux d'apprendre que plusieurs ethnies sont représentées au comité directeur.

La force des préjugés culturels

Dans le cadre du projet, les femmes produisent aussi de l'huile de palme. Dans la région, cet ingrédient entre dans la composition de la quasi-totalité des sauces servies avec le riz. A la demande des femmes, SWISSAID a financé une presse qui leur permet de ne plus extraire péniblement l'huile à la main et d'en produire plus, ce qui leur

Message du président de la Confédération Didier Burkhalter

Les Nations Unies (ONU) ont déclaré 2014 comme l'Année internationale de l'agriculture familiale. Les petites exploitations produisent environ la moitié des produits alimentaires de la planète. Grâce à la reconnaissance de leur rôle et grâce à notre soutien, elles ont pu réduire considérablement le nombre des 840 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde.

Nous sommes convaincus de l'importance du rôle des petits paysans. La Suisse les aide à s'adapter aux mutations incessantes telles que le changement climatique, l'évolution des méthodes de production ou de la demande des marchés, et à améliorer leur production. Une augmentation de la productivité doit simultanément préserver les ressources naturelles pour les générations à venir, et s'avérer éco-



nomiquement et socialement équilibrée. Cet aspect constitue également une composante importante de notre engagement.

Les méthodes et technologies agro-écologiques exigent moins de capitaux et de ce fait sont plus accessibles aux petits paysans – aux femmes en particulier – qui ont un accès limité aux ressources. La comparaison entre agriculture conventionnelle et agriculture biologique démontre par exemple que la production de coton biologique atteint un rendement économique aussi intéressant que la culture conventionnelle, grâce à des coûts de production peu élevés, et ce même si les récoltes sont plus faibles.

Du point de vue de la Suisse, les exploitations utilisant des méthodes agro-écologiques constituent une op-

portunité pour réduire la pauvreté et la faim, mais nécessitent l'aide de différents acteurs et ONG telles que SWISSAID. L'Union africaine a lancé, avec le soutien de la Suisse, l'initiative Ecological Organic Agriculture (EOA) avec pour objectif d'ancrer les méthodes de production écologiques dans la politique agricole et de les mettre également à la disposition des petits paysans des régions les plus reculées.

Didier Burkhalter
Président de la Confédération

Photo: Chancellerie fédérale

permet même de vendre une partie de leur production. Le groupe a construit un petit centre communautaire où la presse a été installée. «Désormais, nous pourrions aussi produire de l'huile de palme quand il pleut», a expliqué Patricia, la présidente de l'association, avec enthousiasme lors de l'inauguration de la machine.

Mais le chemin vers la réussite a été semé d'embûches. Après la réception de la presse, Patricia s'est rendu compte qu'aucune femme ne l'utilisait et que le centre communautaire restait désert. Passé le premier moment de surprise, elle a vite trouvé l'origine du problème: les femmes étaient convain-

cues qu'elles produiraient moins d'huile de palme si d'autres les observaient pendant la fabrication. Cette idée reçue les dissuadait d'utiliser la nouvelle presse.

Une presse à huile qui change la vie

Sans perdre de temps à discuter, Patricia a agi. Sous l'œil vigilant de ses collègues, elle a produit en peu de temps nettement plus d'huile qu'il n'était possible de le faire auparavant. La démonstration a convaincu.

Aujourd'hui, la presse est intensivement utilisée et le petit centre communautaire est devenu un important lieu de rendez-vous pour les femmes. Elles y discutent de leurs soucis quotidiens, s'entraident et planifient d'autres projets. Les revenus supplémentaires tirés de la vente de l'huile servent en priorité à payer les frais de scolarité des enfants, y compris des filles.

Faire beaucoup avec peu

Grâce à une présidente engagée, le projet a été couronné de succès. Une véritable aubaine pour SWISSAID, car des difficultés similaires sont apparues dans le village voisin. Désormais, les femmes de Cacheu commencent à «coacher» cette «organisation sœur», comme elles l'appellent.

Cet exemple montre comment surmonter des blocages culturels; et a su

«Voir de ses propres yeux à quel point la vie des femmes, des hommes et des enfants bénéficiaires s'est améliorée permet de se rendre compte de l'importance de la coopération au développement de la Suisse.»

convaincre les parlementaires de la pertinence de la démarche. Les parlementaires suisses ont financé eux-mêmes leur voyage organisé par SWISSAID, dans ce pays ouest-africain. A l'issue de ce séjour, Martin Naef a tiré un bilan positif: «On peut faire beaucoup avec relativement peu de moyens. Voir de ses propres yeux à quel point la vie des femmes, des hommes et des enfants bénéficiaires s'est améliorée permet de se rendre compte de l'importance de la coopération au développement de la Suisse.»

Une déclaration à laquelle nous ne pouvons que nous rallier.

Caroline Morel, directrice



La charge de travail des productrices d'huile de palme s'est allégée depuis la mise à disposition de la presse.

VOTRE AIDE CONCRÈTE



77 francs

Avec cette somme, vous financez, en **Guinée-Bissau**, une formation de 8 jours en fabrication d'huile de palme pour une paysanne. L'achat d'une presse à huile pour les femmes paysannes de «l'organisation sœur» de celle de Cacheu coûte 1200 francs. SWISSAID – Aider avec courage.

Lutte contre la faim : un partenaire indien de SWISSAID récompensé

350 organisations avaient déposé leur candidature pour le prix doté de 70 000 francs du «Maharashtra Rural Livelihood Forum», qui distingue des projets œuvrant pour améliorer les conditions de vie des familles de paysans indiennes. Notre partenaire, le Centre pour une agriculture durable (CSA), a été déclaré vainqueur. «C'est un honneur pour nous et pour les nombreuses familles de paysans qui ont accepté de changer leur mode de travail», explique

le directeur du CSA, Gangula Ramanjaneyulu.

A Vidarbha, surtout, les paysans devaient faire face à de mauvaises récoltes, à des sécheresses et aux coûts élevés des engrais, des semences et des pesticides. «Leur situation était désastreuse. Beaucoup était très endettés.» Grâce au passage à l'agriculture écologique, les sols se régénèrent, les dépenses pour les produits chimiques sont supprimées et les dettes



s'amenuisent. «Leurs coûts ont baissé de 17%, tandis que la récolte a augmenté de 10%», précise Gangula Ramanjaneyulu. A présent, il étend son action à tout le Maharashtra : «Avec cet argent, nous allons pouvoir faire un grand pas en avant.»

Gangula Ramanjaneyulu (deuxième depuis la gauche) et son équipe sont fiers du prix reçu.

Limiter la spéculation sur les denrées alimentaires !

Fin mars, les Jeunes socialistes ont déposé l'initiative populaire intitulée «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires» soutenue par SWISSAID. En 2014, le Conseil fédéral soumettra au Parlement la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), qui concerne aussi cette question. Dans les mois à venir, la politique suisse va donc devoir s'occuper de problèmes liés à la spéculation sur les denrées alimentaires. Alliance Sud contribue au débat en publiant une étude intitulée «La spéculation sur les denrées alimentaires – (pas de problème?)».

Depuis 15 ans, les prix des denrées alimentaires ont doublé. Ils s'accompagnent de



**PAS DE
SPECULATION
SUR LES BIENS
ALIMENTAIRES**

grandes variations et d'émeutes de la faim. Les raisons sont entre autres la culture des plantes pour les agrocarburants, les changements climatiques et une spéculation excessive sur les denrées alimentaires.

L'étude réalisée par l'économiste et journaliste Markus Mugglin pour le compte d'Alliance Sud – la Communauté de travail des œuvres d'entraide, parmi lesquelles SWISSAID – se penche sur les causes de l'explosion du prix des denrées alimentaires et montre que le rôle joué par la spéculation est un sujet de controverse pour les économistes. L'étude explique également que la discussion, en Suisse, est à la traîne, au regard des dispositions prises en la matière aux Etats-Unis et dans l'Union européenne.

Le fait est que jusqu'à la fin des années 1990, les affaires financières d'assurance entre les producteurs et les transformateurs de matières premières étaient très régulées, ce qui limitait le volume du capital engagé à des fins spéculatives. Après la déréglementation, de nouveaux acteurs du marché financier se sont engouffrés dans la spéculation sur les matières premières avec des moyens exorbitants.

Pour SWISSAID et Alliance Sud, la re-régulation de la spéculation sur les denrées alimentaires constitue l'une des nombreuses mesures nécessaires pour garantir l'alimentation de tous les êtres humains.

Plus d'infos sur l'étude et les revendications de SWISSAID et d'Alliance Sud :

www.swissaid.ch/fr/etude-speculation-aliments



«On ne joue pas avec la nourriture!» Tel est le slogan de l'initiative populaire des Jeunes socialistes, soutenue par SWISSAID.

Un don de 30 000 francs de la commune de Mettmenstetten (ZH)

Cinq communes zurichoises ont souhaité redistribuer à des œuvres d'entraide une partie des recettes fiscales venant de Glencore. Parmi lesquelles la commune de Mettmenstetten, dont l'assemblée communale a choisi SWISSAID pour lui faire un don unique de 30 000 francs; même si l'initiative «Millions provenant des matières premières» n'avait pas été validée par la commune.

La recommandation d'octroyer ce montant à SWISSAID, faite par le comité d'initiative de la commune, a donc été suivie avec succès, parce qu'il s'agit d'une organisation «qui s'efforce d'atténuer les conséquences négatives du commerce des matières premières sur l'environnement et pour les populations; et s'engage pour que les sociétés de négoce se conduisent à l'avenir de manière plus responsable dans leurs affaires». Le fait que SWISSAID soit active dans certains mêmes pays que Glencore et qu'elle sensibilise la population suisse sur la problématique du commerce des matières premières a été décisif. SWISSAID va utiliser ce don pour soutenir un projet dans le domaine des matières premières au Tchad, un pays où Glencore est active.

Le canton de Zurich a encaissé 360 millions de recettes fiscales liées à l'entrée en bourse de Glencore en 2011. Plusieurs communes en ont bénéficié à travers la péréquation financière avec le canton de Zurich – parmi lesquelles la commune de Mettmenstetten – et ont décidé de reverser ces montants additionnels à des œuvres d'entraide.

PW

Nouvelle offensive en faveur du «riz doré» transgénique

Les promoteurs du «riz doré» transgénique le présentent comme «la» solution pour lutter contre les carences en vitamine A. SWISSAID, aux côtés d'autres organisations, estime que le «golden rice» pose plus de problèmes qu'il n'en résout.

Le riz doré, qui fait à nouveau l'objet d'une offensive de charme de la part de ses promoteurs, a été mis au point à la fin des années 90 par deux biologistes, Ingo Potrykus de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) et Peter Beyer de l'Université de Fribourg-en-Brisgau. Les deux scientifiques avaient introduit trois gènes activant la production de bêta-carotène dans le



code génétique du riz, ce qui lui donne sa couleur jaune. Le riz doré fut alors présenté comme l'aliment salvateur pour combler les carences en vitamine A dont souffrent des millions de personnes dans les pays du Sud, et qui se traduit par un affaiblissement du système immunitaire, conduisant parfois à la cécité, voire même à la mort.

Risques sanitaires et environnementaux

Mais ce riz transgénique suscita aussitôt critiques et interrogations de la part de nombreuses organisations de la société civile, parmi lesquelles Greenpeace, qui dénoncèrent le manque d'études sur les risques que présente

«La capacité des organismes de personnes souffrant de malnutrition d'absorber le bêta-carotène n'est pas connue.»

le riz doré. Jusqu'à aujourd'hui, les risques et les effets à long terme sur la santé humaine d'une consommation régulière de riz doré ne font toujours pas l'objet d'études sérieuses, pas plus que sur la capacité des organismes de personnes souffrant de malnutrition d'absorber le bêta-carotène. Quant aux risques environnementaux, ils sont bien réels, puisque ce riz transgénique ne manquera pas de contaminer les variétés de riz traditionnelles et sauvages par pollinisation non contrôlable.

Cette nouvelle offensive en faveur du riz transgénique vise à accélérer sa commercialisation, sans produire pour autant des données scientifiques nouvelles. Cela n'empêche pas ses promoteurs de faire porter aux ONG la responsabilité de priver des bienfaits supposés du riz doré des populations qui en auraient besoin. Ces ONG, parmi lesquelles SWISSAID, estiment qu'en l'état actuel des choses, ce riz transgénique ne représente en aucune manière une solution pour résoudre les carences en vitamine A ; mais bien plutôt un problème, en faisant miroiter de fausses solutions.

D'importants progrès réalisés

La vitamine A se trouve dans les produits laitiers et les œufs, ainsi que dans de nombreux fruits et légumes, auxquels, souvent, les populations les plus pauvres dans les pays du Sud n'ont pas accès. Pourtant, dans plusieurs régions du monde, d'importants progrès ont été réalisés au cours de ces dernières années, afin d'améliorer une alimentation qui présente des carences en vitamine A. Il existe bon nombre d'approches et de projets, allant de la distribution de préparations riches en vitamine A jusqu'à l'appui à des méthodes culturelles diversifiées et traditionnelles. Dans ses projets, SWISSAID contribue à ces efforts, en soutenant des communautés paysannes pratiquant une agriculture écologique et diversifiée, qui produit des légumes riches en vitamines A. On est loin de la consommation d'un riz génétiquement modifié, qui est avant tout promu pour «re-dorer» le blason fort terni des OGM, en leur attribuant des vertus pour lutter contre la malnutrition.

Catherine Morand

Libérez le poivron de son brevet !

Les lois sur les brevets sont-elles dépourvues de tout intérêt ? Absolument pas. Car il s'agit bel et bien de nos légumes et de leur diversité, de leur saveur et de leur couleur, comme le cas du poivron par exemple. L'enjeu est de savoir si les inventions de la nature peuvent être privatisées.

Avec le piment jalapeño, le poivron doux et le piment rouge, le poivron forme une famille biologique diversifiée et appréciée dans le monde entier. Ingrédient essentiel du «chili con carne», il apporte une touche relevée au curry thaï ou se croque sous forme de bâtonnets lors de l'apéritif en Suisse. Mais à présent, Syngenta, l'un des plus grands groupes agrochimiques au monde, dont le siège se trouve à Bâle, a décidé de jeter son dévolu sur ce légume. Pour ce faire, l'entreprise a reproduit la résistance à la mouche blanche, naturellement présente chez une variété jamaïcaine sauvage, avant de l'implanter dans toute la famille des poivrons au moyen de méthodes d'obtention traditionnelles. Elle a ensuite fait breveter

cette «nouvelle» propriété par l'Office européen des brevets, et par là même les variétés identiques, membres de la «famille des poivrons».

C'est pourquoi, le 3 février 2014, SWISSAID, membre de la coalition internationale « No Patents on Seeds », a déposé un recours auprès de l'Office européen des brevets. En effet, le poivron breveté n'a rien d'une invention : il s'agit d'une obtention végétale classique qui n'a pas le droit d'être brevetée. Avec ce brevet, Syngenta obtient pendant 20 ans un droit exclusif sur cette résistance dans tous les pays d'Europe (voir l'encadré).

Une variété de laitue sur 4 est brevetée

Depuis que le moine Gregor Mendel, il y a 150 ans, a compris, grâce à ses expériences sur les pois, le principe de l'hybridation et de la sélection, les paysans et les obtenteurs ont utilisé ce mécanisme de manière ciblée. La diversité naturelle constitue le point de départ pour croiser des variétés entre elles et sélectionner les descendants souhaités des variétés améliorées. Les nouvelles variétés qui en résultent sont

testées, échangées et développées, formant la base de l'alimentation humaine. Dans le cas du poivron résistant aux mouches, tout développement ultérieur est désormais impossible, car la variété naturellement résistante ne peut plus être librement utilisée.

Ce n'est pas un cas isolé. Selon des recherches de «No Patent on Seeds», plus de 1000 brevets sur des plantes ont d'ores et déjà été octroyés en Europe à Syngenta, Monsanto et à quelques autres. Pour la laitue, par exemple, 25% des 2203 variétés commercialisées en Europe sont d'ores et déjà brevetées. Les brevets reposant sur des méthodes de sélection traditionnelles ne freinent pas seulement l'innovation : ils soulèvent aussi des interrogations éthiques et augmentent la concentration sur le marché des semences.

Un large mouvement de résistance s'organise

Bien sûr, les obtenteurs doivent être indemnisés pour leur travail et leurs innovations. Cette nécessité est suffisamment prise en compte dans le droit d'obtention végétale. Le droit d'obten-

L'Office européen des brevets

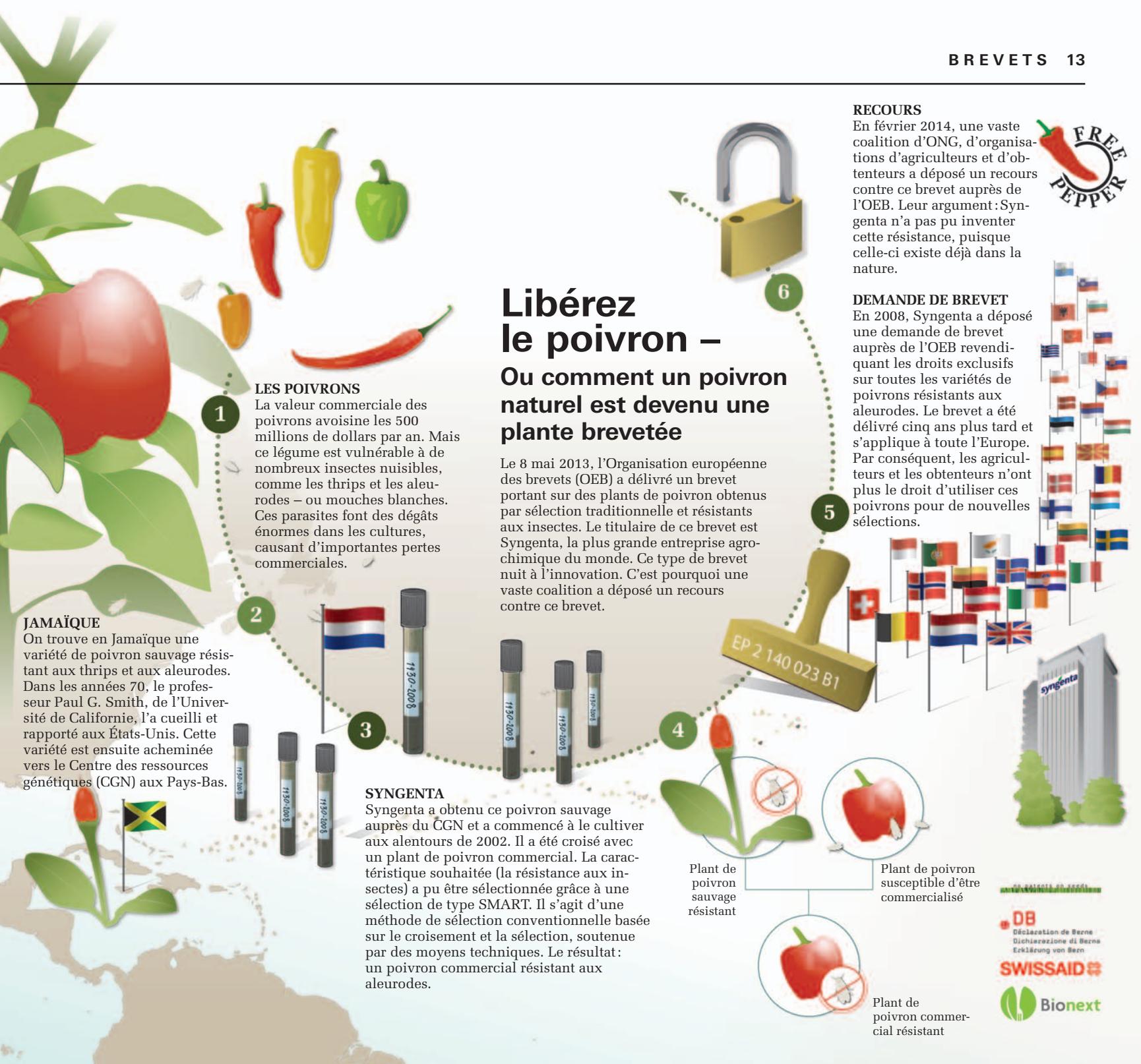
En 1973, la Convention sur le brevet européen donne naissance à l'Organisation européenne des brevets, puis à l'Office européen des brevets. Placé hors du domaine de responsabilité de l'Union européenne (UE) et de la juridiction de la Cour européenne de justice, celui-ci est une institution intergouvernementale indépendante dont le siège est établi à Munich. Il examine les demandes et octroie des brevets euro-

péens pour la Suisse et pour 39 autres pays d'Europe signataires de la Convention sur le brevet.

Jusqu'à il y a dix ans, l'Office européen ne délivrait en principe aucun brevet sur les obtentions traditionnelles. Mais les choses ont considérablement changé. C'est pourquoi, en 2010, «No Patents on Seeds» a déposé des recours contre un brevet sur la tomate et contre un autre sur le brocoli. Ceux-ci

sont considérés comme des précédents qui seront déterminants pour la pratique ultérieure de l'Office. Néanmoins, tant que le verdict des recours reste en suspens, l'Office européen continue allègrement d'octroyer des brevets. Avec la coalition «No Patents on Seeds», SWISSAID proteste contre ce procédé sans fondement politique.

FL



1

LES POIVRONS

La valeur commerciale des poivrons avoisine les 500 millions de dollars par an. Mais ce légume est vulnérable à de nombreux insectes nuisibles, comme les thrips et les aleurodes – ou mouches blanches. Ces parasites font des dégâts énormes dans les cultures, causant d'importantes pertes commerciales.

2

JAMAÏQUE

On trouve en Jamaïque une variété de poivron sauvage résistant aux thrips et aux aleurodes. Dans les années 70, le professeur Paul G. Smith, de l'Université de Californie, l'a cueilli et rapporté aux États-Unis. Cette variété est ensuite acheminée vers le Centre des ressources génétiques (CGN) aux Pays-Bas.

3

SYNGENTA

Syngenta a obtenu ce poivron sauvage auprès du CGN et a commencé à le cultiver aux alentours de 2002. Il a été croisé avec un plant de poivron commercial. La caractéristique souhaitée (la résistance aux insectes) a pu être sélectionnée grâce à une sélection de type SMART. Il s'agit d'une méthode de sélection conventionnelle basée sur le croisement et la sélection, soutenue par des moyens techniques. Le résultat: un poivron commercial résistant aux aleurodes.

4

Plant de poivron sauvage résistant

Plant de poivron susceptible d'être commercialisé

Plant de poivron commercial résistant

6

Libérez le poivron – Ou comment un poivron naturel est devenu une plante brevetée

Le 8 mai 2013, l'Organisation européenne des brevets (OEB) a délivré un brevet portant sur des plants de poivron obtenus par sélection traditionnelle et résistants aux insectes. Le titulaire de ce brevet est Syngenta, la plus grande entreprise agrochimique du monde. Ce type de brevet nuit à l'innovation. C'est pourquoi une vaste coalition a déposé un recours contre ce brevet.

5

DEMANDE DE BREVET

En 2008, Syngenta a déposé une demande de brevet auprès de l'OEB revendiquant les droits exclusifs sur toutes les variétés de poivrons résistants aux aleurodes. Le brevet a été délivré cinq ans plus tard et s'applique à toute l'Europe. Par conséquent, les agriculteurs et les obtenteurs n'ont plus le droit d'utiliser ces poivrons pour de nouvelles sélections.

RECOURS

En février 2014, une vaste coalition d'ONG, d'organisations d'agriculteurs et d'obteneurs a déposé un recours contre ce brevet auprès de l'OEB. Leur argument: Syngenta n'a pas pu inventer cette résistance, puisque celle-ci existe déjà dans la nature.



tion végétale régule déjà cela suffisamment et autorise leur développement ultérieur. Le fait que le recours contre le brevet sur le poivron soit soutenu par de nombreuses organisations d'obteneurs montre à quel point les groupes agroalimentaires et l'Office européen des brevets se sont éloignés de la pratique actuelle des obtenteurs traditionnels ainsi que des besoins et des exigences de ces derniers.

Dans le cadre du recours déposé par «No Patents on Seeds» contre le brevet sur le poivron, 34 organisations de paysans, d'obteneurs, de défense de

«34 organisations – dont SWISSAID – issues de 27 pays ont décidé d'agir ensemble contre ce brevet.»

l'environnement et de développement issues de 27 pays ont décidé d'agir ensemble contre le groupe agrochimique dont le siège se trouve à Bâle. C'est la première fois qu'une coalition aussi diversifiée, tant en termes de contenu que de situation géographique, monte au créneau pour protester contre la privatisation de ressources naturelles.

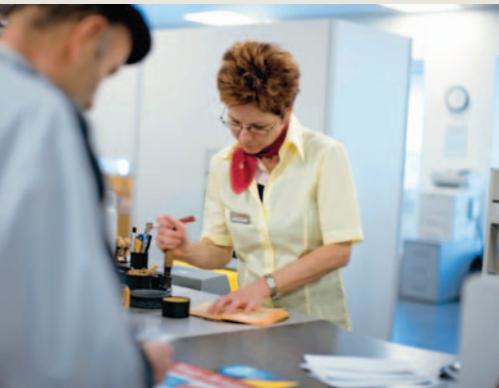
Sans diversité, pas d'aliments

Dans ce domaine, SWISSAID s'engage aussi bien en Suisse que dans les pays du Sud. Les paysans des pays en déve-

loppement apprennent à entretenir, à développer et à protéger les semences locales traditionnelles. C'est la seule façon dont ils pourront continuer à puiser à l'avenir dans toutes les ressources nécessaires afin de développer des variétés parfaitement adaptées aux conditions locales. Or compte tenu du changement climatique, qui risque d'engendrer des sécheresses prolongées et des pluies diluviennes, des semences diversifiées sont à la base pour s'adapter et garantir la sécurité alimentaire.

Fabio Leippert

L'e-banking, pour maximiser les dons



Mais lorsque vous effectuez vos dons à un guichet de La Poste, celle-ci en perçoit une partie. En effet, le bénéficiaire du paiement, c'est-à-dire SWISSAID, doit céder à La Poste des frais qui varient selon le montant, par exemple Fr. 0.90 pour les dons jusqu'à Fr. 50.- ou Fr. 1.20 pour ceux jusqu'à Fr. 100.-. Ainsi, chaque année, ce sont près de 15 000 francs de dons que SWISSAID reverse à La Poste.

Avec une telle somme, nous pourrions creuser davantage de puits ou dispenser encore plus de cours d'alphabétisation à des femmes et à des jeunes filles.

En revanche, avec l'e-banking ou le prélèvement automatique du compte bancaire, ces frais postaux sont supprimés. Les dons peuvent alors être totalement utilisés pour venir en aide à des communautés démunies dans les pays du Sud, et aider à lutter contre la pauvreté et la faim.

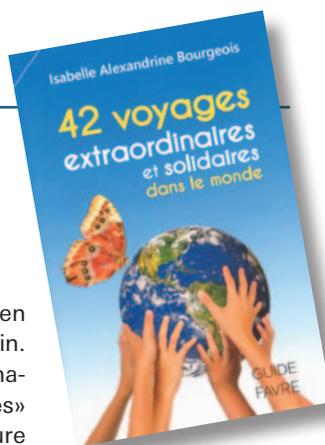
Qu'il soit modeste ou important, chaque don est utile et compte beaucoup. Nos donateurs souhaitent bien évidemment que la plus grande partie de leur argent serve à aider les plus démunis, et nous mettons tout en œuvre pour atteindre cet objectif.

Comment voyager de manière extraordinaire et solidaire ?

Les vacances approchent à grands pas, et nous sommes nombreux à rêver de découvrir d'autres horizons. Oui, mais comment ? Le guide que vient de publier les éditions Favre à Lausanne peuvent nous aider. Son auteure, Isabelle Alexandrine Bourgeois, ancienne déléguée du CICR, a ramené de ses périples à travers le monde un vaste réseau, dont elle a tiré un livre pétillant et plein de belles aventures humaines. Et il y en a pour tous les goûts, sur les chemins du bio dans le Jura suisse, comme

une participation au soutien scolaire des enfants au Bénin. Original, pratique, avec à chaque fois des «trucs et astuces» et des infos sur la meilleure «positive attitude» à adopter, ce livre vous fait déjà changer d'air rien qu'en le lisant. Avec en plus la délicieuse perspective de se rendre utile à soi-même et aux autres.

42 voyages extraordinaires et solidaires dans le monde, Isabelle Alexandrine Bourgeois, Editions Favre, Lausanne, mars 2014



SWISSAID 
Genève

Les labels globaux en agriculture: un nouvel impérialisme «vert» ?

A l'issue de son Assemblée Générale du 30 avril, l'Association SWISSAID Genève vous invite cordialement à participer à une conférence-débat de Denis Ruysschaert, membre de SWISSAID Genève, auteur d'une thèse sur la certification de l'huile de palme, qui témoignera des effets pervers des certifications agricoles, promues à tort comme un remède aux problèmes sociaux et environnementaux engendrés par l'agrobusiness.

Apéro et entrée libre dès 19h00, Salle «René Dumont», Maison des Associations, rue des Savoises 15, 1205 Genève.

Courir pour l'agriculture bio à Romanel

A l'occasion de sa 20^{ème} édition, la course «A travers Romanel» propose à ses participants de courir en faveur d'un projet d'agriculture bio de SWISSAID.

Les organisateurs de la course à pied «A travers Romanel» souhaitent donner un coup de pouce aux familles paysannes de Guinée-Bissau qui réussissent à améliorer leur vie quotidienne grâce à l'agriculture bio. Le vendredi 13 juin, dès 17h, que vous soyez coureurs d'ici et d'ailleurs, sportifs aguerris ou du dimanche, ajoutez au plaisir de courir celui d'aider des populations démunies au Sud. Un grand merci à celles et ceux qui choisiront d'augmenter de quelques francs leur frais d'inscription à la course. Ceux-ci seront versés en faveur d'un projet bio de SWISSAID. Infos et inscription : www.courseromanel.com



Photos: Ldd / SWISSAID

Un franc par carafe pour SWISSAID



Elisabeth et Hanspeter Herren: des hôtes attentionnés qui s'engagent en faveur des plus démunis.



Le Cresta Palace, un hôtel quatre étoiles situé en Engadine, reverse, sur chaque carafe d'eau commandée, un franc pour des projets d'approvisionnement en eau soutenus par SWISSAID. Depuis la mise en place de cette initiative, les clients n'hésitent pas à payer un peu plus pour l'eau qui leur est servie.

Lustres opulents au plafond, bougeoirs rutilants, généreux bouquets de fleurs et spa avec vue panoramique sur les montagnes engadinoises: au Cresta Palace, nos pensées sont très loin de la commune d'Abala, par exemple, dans l'Etat sahélien du Niger. Le contraste est trop grand avec la vie de nombreux Africains qui, jour après jour, parcourent des kilomètres à pied dans une chaleur torride pour aller chercher de l'eau pour leur famille. De l'eau qui sert à faire la cuisine, à se laver et à abreuver les bêtes et qui, précisons-le,

est tout sauf propre. Conséquences: des diarrhées, des maladies et parfois même la mort.

«Apporter notre aide à un projet utile»

Bien que ces deux univers soient on ne peut plus différents, les dirigeants du Cresta Palace, Elisabeth et Hanspeter Herren, et leur personnel n'hésitent pas à regarder ce qui se passe ailleurs et à choisir le partage. «Sur chaque carafe d'eau que nous vendons à nos clients, nous reversons un franc pour un projet d'approvisionnement en eau de SWISSAID», explique l'hôtelier.

Avec l'action lancée lors de la saison d'hiver 2012/2013, le Cresta Palace poursuit deux objectifs: «Tout d'abord, nous sommes en mesure d'apporter notre aide à un projet utile. Ensuite, nous pouvons mieux expliquer à nos clients pourquoi l'eau du robinet n'est pas gratuite chez nous.» Outre le coût du travail nécessaire pour apporter, débarrasser et nettoyer les cruches, il faut aussi compter celui du remplacement des carafes cassées. Par ailleurs, le Cresta Palace ne propose pas une eau ordinaire: «Nous servons de l'eau vivifiée, gazeuse ou non, c'est-à-dire de l'eau de source des montagnes engadinoises qui a été traitée selon la méthode du naturaliste Johann Grandner.» Le

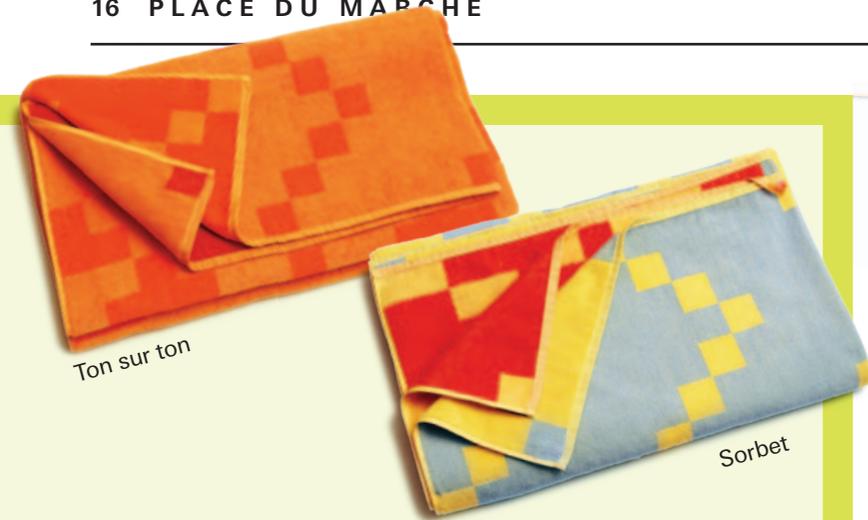
liquide a ainsi une saveur plus douce et plus pure, explique le maître des lieux en s'enfonçant dans son confortable fauteuil. A côté, dans la salle Art nouveau, le personnel s'active pour préparer le thé de l'après-midi.

Un don utilisé à bon escient

Jusqu'à présent, l'hôtel a pu recueillir quelque 6000 francs grâce à cette action. Le fait que le choix se soit porté sur SWISSAID n'est pas un hasard: «Je connais des gens qui soutiennent SWISSAID depuis de nombreuses années et qui en savent long sur cette organisation. Ils m'ont assuré que SWISSAID avait des structures simples et que la majeure partie des dons allaient réellement dans les pays du Sud. Cela compte beaucoup pour moi.»

Hanspeter Herren lisse une serviette sur une table, redresse un couteau déplacé sur une autre, et salue chaque client qu'il croise sur l'épais tapis. Il est un hôte attentionné qui accorde autant d'importance aux petits détails qu'au cadre général. Beaucoup de ses clients sont des habitués depuis de nombreuses années. «Dans ce métier, le plus important est d'aimer les gens. Ce n'est pas une profession ordinaire où les journées se terminent à 17 heures. Pour ma femme et moi, c'est une vocation.»

Zora Schaad



Equitable, bio et très chic : le linge de bain de SWISSAID

La designer zurichoise Salome Rinderknecht a laissé libre cours à son imagination pour créer ce linge de bain exclusif en s'inspirant des pays du Sud dans lesquels SWISSAID est active. Ce linge moelleux est un véritable mélange entre le Nord et le Sud puisque le

coton est bio et équitable et qu'il a été tissé et teint en Suisse. Disponible en deux coloris, jusqu'à épuisement du stock.

Taille: 100 x 180 cm, 500 g/m², Fr. 125.–

Vous trouverez des cadeaux originaux pour grands et petits, ainsi que nos certificats cadeaux sous www.boutique.swissaid.ch.



Porte-clés faits main en Inde

Ces magnifiques porte-clés égayent vos valises, trousseaux de clés. Chaque pièce est unique, puisqu'elle a été fabriquée à la main dans un atelier d'artisanat en Inde.

20 motifs différents sont disponibles. Les porte-clés sont vendus par lot de 6 pièces.

Diamètre: env. 5,5 cm
Lot de 6 pièces: Fr. 25.–

100 poussins pour des familles de petits paysans

Les poussins permettent de démarrer un petit élevage de volaille. La vente des œufs et des poulets assure ensuite des revenus aux femmes paysannes, qui contribuent ainsi à améliorer le quotidien de toute la famille.

Vous recevrez un joli certificat cadeau attestant de votre don de 100 poussins, que vous pouvez également offrir à vos proches.



Prix: Fr. 50.–



Talon

Linge de bain exclusif

Linge(s) de bain «Sorbet» à Fr. 125.– (gris-orange-jaune)

Linge(s) de bain «Ton sur ton» à Fr. 125.– (rouge-orange)

Certificat cadeau pour 100 poussins

Certificat(s) cadeau à Fr. 50.– pour 100 poussins, grâce auxquels des petites paysannes peuvent s'assurer un meilleur revenu.

Porte-clés colorés d'Inde

Lot(s) de 6 porte-clés différents à Fr. 25.–

Fonds SWISSAID pour le futur

J'aimerais en savoir plus sur les possibilités d'inscrire SWISSAID sur mon testament ou de faire une donation. Merci de me faire parvenir votre brochure sur les legs et donations.



Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus. Une facture détaillée est jointe à l'envoi de la marchandise commandée.

Photos: Hugo Schmid/FotoItalia

Merci d'utiliser les bulletins de versement pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Notez vos remarques sur ce talon ou envoyez-nous quelques lignes, par courrier ou courriel.

Prière d'affecter mon don

au projet

au pays

au thème

Nom

Prénom

N° de référence

Rue

NPA / Localité

Téléphone

Date de naissance

Courriel

Date

Signature

Bulletin à envoyer à SWISSAID, Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5 ou info@swissaid.ch

